

Rendre le travail décent accessible à tous, partout

Juan Somavia

La crise mondiale a, une nouvelle fois, montré combien le travail décent est capital pour la vie des femmes et des hommes partout dans le monde, pour la stabilité des familles et la paix des collectivités. Point encourageant, la crise a aussi suscité des décisions d'envergure pour neutraliser le fléchissement économique. Il est possible de tirer des enseignements utiles des dix-huit derniers mois durant lesquels le consensus au sujet de la doctrine économique a été bouleversé. Pour relever le défi de la crise mondiale qui frappe l'emploi, il faut repenser complètement la relation entre la croissance économique et l'emploi. Parvenir à un niveau élevé d'emplois productifs devrait être un objectif du même ordre que celui qui consiste à maintenir une inflation faible et stable et des finances publiques saines.

Un défi mondial au plan de l'emploi

Aujourd'hui, la moitié de la main-d'œuvre mondiale – 3,2 milliards d'individus – se trouve dans diverses formes d'emploi précaire. Quelque 1,2 milliard d'individus travaillent et vivent dans la pauvreté. Sur dix personnes, deux ont accès à une protection sociale de base. Cette crise existait avant la dernière crise mondiale.

Durant la Grande Récession, l'emploi a baissé d'environ 1 pour cent. Deux cent douze millions de personnes dans le monde sont au chômage et cherchent du travail. Deux chômeurs sur cinq sont des femmes et des hommes jeunes qui ont entre 15 et 24 ans. Dans beaucoup de pays, le nombre de travailleurs au chômage qui sont découragés de chercher activement un emploi et de ceux qui travaillent malgré eux à temps partiel a spectaculairement augmenté. Dans les pays émergents et les pays en développement, les emplois salariés perdus sont remplacés par des emplois informels de qualité inférieure. Dans tous les pays, le taux de

Dans les pays émergents et les pays en développement, les emplois salariés perdus sont remplacés par des emplois informels de qualité inférieure

croissance des salaires réels a considérablement baissé, quand les salaires n'ont pas stagné ou diminué.

Le monde aura besoin de 440 millions de nouveaux emplois sur les dix prochaines années, simplement pour suivre le rythme de l'augmentation de la main-d'œuvre.

Si l'on rassemble tous ces éléments, on constate que le monde est confronté à un défi lourd de conséquences au plan de l'emploi.

Encourager les réponses initiales à la crise

A la fin de 2008, les politiques budgétaires et monétaires avaient été mobilisées pour faire face à la baisse de l'activité économique. La recommandation du FMI, à savoir investir 2 pour cent du PIB dans des dépenses budgétaires contracycliques, a été largement suivie par les gouvernements. Ce financement supplémentaire arrivait à sa fin en 2010.

En juin 2009, la Conférence internationale du Travail a adopté le Pacte mondial pour l'emploi avec le ferme soutien des gouvernements, des employeurs et des syndicats des Etats Membres de l'OIT. Le pacte est essentiellement un modèle pour les politiques de l'emploi, du travail et les politiques sociales, sur la base de l'Agenda pour le travail décent, pour lutter contre la crise. Il a inspiré et continue d'inspirer de nombreux pays. L'objectif au cœur du pacte est de raccourcir autant que faire se peut le décalage, observé lors des nombreuses crises précédentes, entre le redressement économique et celui de l'emploi.

Le G20 a donné une forte impulsion à la coordination internationale. Durant l'année 2009, à Londres et à Pittsburgh, les dirigeants du G20 ont pris la mesure de l'impact considérable de la crise sur l'emploi. Ils se sont engagés à «rétablir la pleine santé de l'économie mondiale» de façon que «les travailleurs partout dans le monde trouvent un emploi décent». A cette fin, ils ont appelé de leurs vœux «un cadre favorisant l'emploi, pour la croissance économique à venir», en s'engageant à placer «les emplois de qualité au cœur de la reprise».

Les mesures prises pour lutter contre la crise comprennent l'extension des indemnités de chômage, l'élargissement de la couverture des programmes de protection sociale, l'augmentation des dépenses d'infrastructures, l'appui aux petites entreprises, et une série de mesures allant de l'ajustement de la durée du travail aux subventions à l'emploi en vue d'atténuer l'impact du fléchissement économique sur celui-ci. L'OIT a estimé que le plan de relance budgétaire extraordinaire et les stabilisateurs automatiques avaient sauvé ou créé 21 millions d'emplois dans tous les pays du G20 en 2009 et 2010, équivalant à 1 pour cent de l'emploi total dans ces pays.

Accélérer le redressement de l'emploi

Plus de deux ans après l'effondrement de Lehman Brothers, le monde sort progressivement de la récession, mais la rapidité de cette sortie varie beaucoup d'une région à l'autre, et partout se profile le risque d'une faible reprise globale de l'emploi. Accélérer cette reprise de l'emploi demeure la priorité essentielle.

Les pays émergents et les pays en développement se redressent plus rapidement, et, au premier trimestre de 2010, la croissance de l'emploi était proche des niveaux qu'elle avait connus avant la crise. Ces économies, et quelques pays industrialisés, bénéficient de la forte croissance de la Chine. Dans une large mesure, ils ont évité une crise financière en recourant aux prêts bancaires à titre d'instrument contracyclique essentiel. Le Brésil, la Chine et l'Inde connaissent des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, ce qui nécessite d'améliorer les politiques pour faire correspondre l'enseignement technique et la formation professionnelle aux besoins des entreprises. Le principal problème auquel se heurtent ces pays, pour soutenir leur croissance, est d'améliorer progressivement la qualité de la main-d'œuvre, ce qui constitue la voie la plus directe pour développer la consommation intérieure. Il faut pour cela tout un éventail de mesures allant de politiques visant les marchés du travail à l'élargissement de la protection sociale, en passant par une meilleure répercussion des gains de productivité sur les salaires.

Aux Etats-Unis, au Japon et en Europe en 2010 et durant les quelques années à venir, la croissance sera probablement trop faible pour que l'emploi reparte rapidement. Même si le chômage a atteint son apogée, il demeurera probablement élevé pendant quelques années. Le risque est réel que le chômage de longue durée laisse des marques permanentes chez les individus. Des mesures ciblant spécifiquement l'emploi peuvent aider, par exemple des subventions ciblées, le perfectionnement des compétences et l'aide à la recherche d'emploi. Même dans les pays en butte à des contraintes budgétaires, de telles mesures sont efficaces par rapport à leur coût.

L'une des raisons pour lesquelles la crise a duré moins longtemps dans les pays émergents que dans les pays à revenu élevé réside dans le fonctionnement des marchés du crédit, qui ont crû dans les premiers et se sont asséchés dans les seconds. Dans les pays avancés, le crédit bancaire injecté dans l'économie réelle est encore à un niveau très inférieur à ce qu'il était avant la crise, ce qui limite la croissance des emplois dans les petites entreprises.

Adopter une vision différente de la croissance économique, de l'emploi et du travail décent

Nous sommes confrontés au défi mondial de l'emploi. L'OIT joue son rôle, en étroite collaboration avec les organisations d'employeurs et le mouvement

syndical, ainsi qu'avec d'autres institutions mondiales comme le FMI, le PNUD, l'OMS et l'OMC, pour alerter et mobiliser les gouvernements au sujet de la fonction essentielle que doivent remplir les plans de relance équilibrés conjuguant l'emploi, l'investissement, les entreprises durables, les institutions du marché du travail, le dialogue social et la protection sociale.

Pour plusieurs raisons objectives, liées aux graves conséquences sociales de cette crise, au modèle de mondialisation impossible à maintenir dans la durée, à l'évolution géographique de la production mondiale, le soutien octroyé à l'Agenda pour le travail décent se trouve renforcé au niveau politique le plus élevé, dans les institutions mondiales, régionales et nationales ainsi que dans l'opinion publique. Cette large acceptation porteuse d'espoir se traduit de plus en plus par des réorientations concrètes au niveau des politiques. Mais il est nécessaire d'aller beaucoup plus loin.

Si nous voulons relever le défi mondial de l'emploi, nous devons repenser la manière dont la politique macroéconomique traite la question de l'emploi. Il faut que la réalisation d'un niveau élevé d'emplois productifs et de travail décent devienne une priorité nationale et fasse l'objet du même consensus, dans toutes les politiques publiques (y compris au niveau des banques centrales), que le maintien d'un taux d'inflation bas et de finances publiques saines. Les politiques favorables à l'emploi sont efficaces par rapport aux coûts, car elles se traduisent généralement par une hausse du niveau de la production qu'un pays peut atteindre, par une diminution des dépenses sociales compensatoires et par un maintien de la stabilité sociale.

Il appartient à chacun de nous de penser différemment. Il faut aborder différemment plusieurs questions capitales qui se posent depuis longtemps si l'on ne veut pas que le monde revienne au même modèle de mondialisation intenable qu'avant la crise.

J'aimerais mentionner quelques-unes de ces questions. Dans un monde où les liquidités sont surabondantes, l'investissement productif est bien trop bas. La demande globale est insuffisante. La financiarisation de l'économie fausse l'économie réelle. L'investissement et l'emploi souffrent de ces distorsions. Il a été déterminé que l'augmentation de l'inégalité et l'affaiblissement des classes moyennes constituaient les causes immédiates de la crise. La part du revenu total détenu par les salaires baisse dans le monde entier car les salaires ne suivent pas les hausses de la productivité. Les politiques budgétaires sont devenues moins progressistes. Ensemble, ces tendances affaiblissent la demande globale et donc la croissance future. Les petites entreprises sont le

Dans un monde où les liquidités sont surabondantes, l'investissement productif est bien trop bas

moteur de la création d'emplois, mais elles ont beaucoup de mal à offrir des conditions de travail décentes. Il y a d'énormes variations dans l'importance de la contribution que les institutions de dialogue social apportent aux résultats en matière de travail décent. Un socle universel de protection sociale est un objectif qu'il est possible de réaliser. Il faut convaincre ceux qui détiennent les cordons des dépenses publiques des multiples avantages découlant d'un tel socle, de la diminution de la pauvreté à l'atténuation de la volatilité de la consommation, en passant par l'autonomisation des individus. Les incitations à créer des emplois verts et à assurer une juste transition vers une utilisation plus efficace de l'énergie ainsi que les investissements dans ces domaines sont les germes d'une croissance future durable.

A l'OIT, nous estimons qu'une mondialisation équitable offrant des possibilités à tous les intéressés constitue une meilleure voie vers la croissance et la stabilité de la planète. Avec les récentes discussions tenues dans le cadre de la Conférence internationale du Travail, l'OIT est en train de devenir une source majeure pour «penser différemment» tout en demeurant fidèle à ses valeurs tendant à l'établissement d'un équilibre entre le développement économique et le progrès social. Continuons à approfondir et à élargir notre analyse et nos discussions.